

samedi, 06 juin 2015 13:02

Irak : Paris contre le Hezbollah....



IRIB- Lors de la conférence de la coalition anti-Daesh à Paris, le gouvernement français a demandé la libération des prisonniers takfiris et baathistes, ainsi que la dissolution des forces populaires irakiennes qui se battent contre les terroristes. Le site d'information Al-Manar a publié une analyse sur la tenue de la conférence de la coalition internationale anti-Daesh qui a eu lieu le mardi 2 juin à Paris. Cette conférence, codirigée par le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, a réuni les ministres des Affaires étrangères de 24 pays ainsi que les représentants des organisations internationales. Des sources françaises ont déclaré au journaliste du site Al-Manar que lors des réunions à huis clos, des choses ont été dites qui allaient diamétralement à l'encontre des propos de Laurent Fabius et du vice-ministre américain des Affaires étrangères devant les journalistes, au cours des conférences de presse.

En outre, des sources françaises font état de l'existence des contradictions très importantes entre les prises de positions de Paris et de Washington en ce qui concerne la situation actuelle de la Syrie et de l'Irak. La délégation américaine confirmait de manière évidente la position du gouvernement central de Bagdad, tout en estimant que Bagdad aurait commis « quelques erreurs » (par exemple dans le choix du nom de l'opération de la libération de Ramadi), et essaient manifestement ne pas mettre en doute les détails des opérations des Irakiens pour lutter contre les terroristes. Par contre, la délégation française qui suivait clairement les ordres reçus de la part des pays arabes du sud du golfe Persique, insistait obstinément sur le renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad en Syrie et critiquait les moindres détails des plans de Bagdad pour lutter contre les terroristes en Irak.

Les sources françaises ont dit au journaliste du site Al-Manar que la France a proposé plusieurs points lors de la conférence de Paris :

- 1- L'application des formes au niveau de la structure du pouvoir politique en Irak, de sorte que plus de pouvoir et prérogatives soient donnés à la communauté sunnite irakienne en matière de la défense et de la sécurité.
- 2- L'accélération du processus de la création d'un Conseil national irakien avec la participation des tribus sunnites de la province d'al-Anbar.
- 3- L'annulation de la loi de débathification en Irak.

4- La libération des officiers de l'ancien parti Baath de Saddam Hussein et leur adhésion à l'armée irakienne.

5- L'application de l'amnistie générale que le gouvernement de Bagdad avait promise antérieurement.

6- La dissolution des comités de défense populaire en Irak.

Selon des sources françaises qui ont assisté aux réunions de la conférence de Paris, le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi s'est mis en colère après avoir appris les propositions du gouvernement français, et a défendu directement les activités des comités populaires. Il a souligné que les comités populaires n'ont pas le statut de milices, mais qu'ils font partie des forces armées du pays, reconnus officiellement par Bagdad.

Cependant lorsque le Premier ministre irakien a participé à une conférence de presse à Paris, il a eu un ton moins vif, car les Américains lui avaient demandé de ne pas contredire frontalement les propos du ministre français des Affaires étrangères et du vice-ministre américain des Affaires étrangères lors de leur conférence de presse commune.

Au cours de sa conférence de presse, Haïdar al-Abadi a déclaré que la lutte de la coalition anti-Daesh était plutôt une guerre verbale, car les pays membres de cette coalition n'ont pas vraiment pris des mesures efficaces pour se battre contre les terroristes de Daesh.

Il a ajouté que les pays occidentaux ne vendent pas d'armes aux Irakiens et les interdisent aussi d'en acheter aux autres pays, sous prétextes des sanctions qu'ils ont imposées à la Russie. Il a rappelé que l'Irak a payé le prix des contrats d'armements à la Russie, mais n'a pas pu encore recevoir les armes en raison des sanctions antirusse. Il a ajouté que le même problème existe en ce qui concerne la livraison d'armes iraniens au gouvernement irakien. L'Iran est prêt à livrer des armes et des équipements militaires aux Irakiens, mais l'Occident empêche l'Irak d'acheter des armes à son voisin iranien.